



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

<b>SERVICE/DIRECTION :</b> <b>GEP / VOIRIE</b> <b>REF : Stéphane Foucher</b> <b>REF : 240184</b>	<b>OBJET : PROROGATION DE L'AUTORISATION DE VOIRIE</b> <b>VOI-AV-2024-01269</b>  <b>CHEMIN DE LA CIGALE</b>  <b>A compter du 15/04/2024 au 28/06/2024</b>
---	--

**Le Maire de la ville de NIMES,**  
**Maire**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 et suivants,

**Vu** le Code de la voirie routière et notamment les articles L 115-1, L 141-10, L 141-11, et L 141-12,

**Vu** Le code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I -8ème partie – signalisation temporaire, approuvé par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**Vu** le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

**Vu** l'arrêté de voirie n°VOI-AV-2024-01269 portant stationnement de véhicule(s) de chantier et Mesure de circulation complémentaire: limitation de vitesse à 30km/h, circulation interdite, circulation sur chaussée rétrécie

**Vu** la demande de prorogation de l'entreprise SCAM

**Vu** la demande en date du 08/03/2024 par laquelle NIMES METROPOLE demeurant 3 rue du Colisée 30900 Nîmes représentée par Monsieur Nils JAZEDE pour le compte de SCAM demeurant ZAE CRESSE SAINT MARTIN 34660 COURNONSEC représentée par Monsieur Yann CHENOT

demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public

- stationnement de véhicule(s) de chantier et Mesure de circulation complémentaire: limitation de vitesse à 30km/h, circulation interdite, circulation sur chaussée rétrécie, CHEMIN DE LA CIGALE, du CHEMIN DU PATHION jusqu'au 2839

**Vu** l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

**Considérant** que les travaux Stationnement effectués par SCAM ne sont pas terminés, il y a lieu de maintenir les restrictions de stationnement et de la circulation telles que prévues à l'arrêté n° VOI-AV-2024-01269 sur la voie CHEMIN DE LA CIGALE, du CHEMIN DU PATHION jusqu'au 2839

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** Les dispositions de l'arrêté n°VOI-AV-2024-01269 sont prorogées di 15 avril 2024 jusqu'au 28 juin 2024 inclus.

Le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés sur la Voie CHEMIN DE LA CIGALE, du CHEMIN DU PATHION jusqu'au 2839 dans les conditions définies à l'arrêté précité. Cette réglementation sera applicable jusqu'au terme de la présente prorogation.

**ARTICLE 2** Ces règles de circulation et de stationnement seront signalées aux usagers par des panneaux convenablement placés, conformément aux dispositions du livre I, huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. La signalisation réglementaire sera à la charge du pétitionnaire qui sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de jour comme de nuit.

**ARTICLE 3**

L'arrêté initial donnant les prescriptions est affiché sur les lieux durant toute la durée de l'autorisation. Le présent acte fait l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

**ARTICLE 4** M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés, l'entreprise(s) ou la personne chargée des travaux, le bénéficiaire, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Pour Le Maire de Nîmes et par  
délégation,  
l'Adjointe déléguée,**

**Claude De GIRARDI**

**VOIES DE RECOURS ET DELAIS**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.  
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*